

VILLE DE L'ÎLE-DORVAL

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

TABLE DES MATIÈRES

SECTION I	<u>DISPOSITIONS GÉNÉRALES (p. 2-3)</u>
	1. But 2. Portée 3. Objectifs 4. Définitions
SECTION II	<u>OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION ET DE SES MANDATAIRES (p. 3-5)</u>
Sous-section I	<u>Dispositions applicables à l'administration et à ses mandataires</u> 5. Ethique 6. Confidentialité 7. Visite de chantier et rencontre d'information 8. Déclaration 9. Cadeaux et autres avantages
Sous-section II	<u>Dispositions applicables aux comités de sélection</u> 10. Comité de sélection 11. Confidentialité 12. Déclaration d'un membre
SECTION III	<u>OBLIGATIONS DES SOUMISSIONNAIRES OU CONTRACTANTS (p. 5-7)</u>
	13. Déclaration 14. Engagement du soumissionnaire 15. Cadeaux et autres avantages 16. Activités de lobbying 17. Exceptions 18. Déclaration
SECTION IV	<u>LES CONTRATS (p. 7-8)</u>
Sous-section I	<u>Dispositions applicables à tous les contrats</u> 19. Gestion des contrats
Sous-section II	<u>Dispositions particulières aux contrats de plus de 25 000\$</u> 20. Appel d'offres 21. Documents 22. Achat regroupé
SECTION V	<u>DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES (p. 8-9)</u>
	23. Directeur général 24. Dénonciation 25. Sanctions pour l'administration 26. Sanctions pour le soumissionnaire 27. Sanctions pour le mandataire 28. Documents d'appel d'offres

Section I : Dispositions générales

1. **But** – La Ville de L'Île-Dorval (Ville) établit par la présente politique des règles en matière de gestion contractuelle afin de favoriser la transparence, l'équité, l'intégrité ainsi que la saine gestion des contrats, et ce, dans les meilleurs intérêts de la collectivité.

Elle favorise également le recours à la concurrence afin d'obtenir les meilleurs prix possibles, tout en tenant compte notamment de la qualité des biens et services offerts, des délais de livraison et de la fiabilité des fournisseurs.

2. **Portée** – Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les cités et villes*, cette politique s'applique à l'ensemble des contrats conclus par la Ville qui lui occasionnent une dépense. Elle lie l'administration et ses mandataires ainsi que l'ensemble de ses soumissionnaires ou contractants.

3. **Objectifs** – Conformément aux dispositions de la *Loi sur les cités et villes*, la Ville instaure par la présente politique des mesures visant à :

- i) Assurer que tout soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but d'influencer, avec un membre du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission;
- ii) Favoriser le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres;
- iii) Assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes* adopté en vertu de cette Loi;
- iv) Prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption;
- v) Prévenir les situations de conflits d'intérêts;
- vi) Prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de gestion du contrat qui en résulte;
- vii) Encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat.

4. **Définitions** – Pour l'application de la présente politique, les termes suivants signifient :

« Administration » : élu, fonctionnaire ou employé de la Ville.

« Soumissionnaire » : dirigeant, administrateur, actionnaire ou employé d'une entreprise ainsi que tout représentant de cette entreprise qui participent à un processus d'appel d'offres.

« Mandataire » : personne à qui la Ville donne le pouvoir de la représenter dans l'accomplissement d'un acte juridique avec un tiers, et qui, par le fait de son acceptation, s'oblige à l'exercer.

Section II : Obligations de l'administration et de ses mandataires

Sous-section I : Dispositions applicables à l'administration et à ses mandataires

5. **Éthique** – L'administration et ses mandataires s'engagent envers les soumissionnaires et les contractants à :
- i) Accorder un traitement équitable à tous;
 - ii) Assurer la transparence du processus contractuel;
 - iii) Éviter tout conflit d'intérêts ou toute situation qui pourrait entraîner des avantages personnels;
 - iv) S'abstenir en tout temps de se servir de leurs fonctions afin de favoriser l'octroi d'un contrat en faveur d'un soumissionnaire particulier;
 - v) Faire preuve d'intégrité et d'honnêteté;
 - vi) Appliquer la présente politique dans les meilleurs intérêts de la Ville.
6. **Confidentialité** – L'administration ou ses mandataires doivent, dans le cadre de tout processus d'appel d'offres ou d'octroi de contrat, faire preuve d'une discrétion absolue et préserver la confidentialité des informations portées à leur connaissance quant à un tel processus.

La confidentialité des informations détenues par l'administration et ses mandataires dans le cadre d'un processus d'appel d'offres doit être maintenue en tout temps. Ils doivent notamment s'abstenir de divulguer un renseignement permettant de

connaître le nombre et l'identité des personnes qui ont présenté une soumission ou qui ont demandé une copie de la demande de soumissions, d'un document auquel elle renvoie, ou d'un document additionnel qui y est lié, et ce, jusqu'à l'ouverture des soumissions.

Un mandataire de la Ville responsable de rédiger un ou plusieurs documents utiles à un appel d'offres ou qui assiste la Ville dans le cadre d'un tel processus doit aussi garder confidentiels les travaux effectués dans le cadre de son mandat.

- 7. Visite de chantier et rencontre d'information** – Dans le respect des dispositions sur la non-divulgence du nombre et de l'identité des soumissionnaires, la pratique d'organiser des visites de chantier ou des rencontres d'information regroupant plusieurs soumissionnaires est prohibée.

Dans les cas exceptionnels où l'une ou l'autre s'avère nécessaire, le responsable désigné dans l'appel d'offres invite individuellement chacun des soumissionnaires à participer à une visite ou à une rencontre d'information, en aménageant l'horaire des rendez-vous de façon à éviter que les soumissionnaires se rencontrent.

Toutes les questions posées par un soumissionnaire lors d'une visite ou d'une rencontre sont notées et communiquées, s'il y a lieu, au responsable du projet. Compte tenu de la complexité d'un projet, la Ville peut exiger que celles-ci lui soient soumises par écrit.

Les questions et les réponses qui pourraient apporter un éclaircissement aux documents d'appel d'offres sont transmises à l'ensemble des personnes qui ont demandé copie des documents d'appel d'offres. Par contre, si une question a pour conséquence d'entraîner une modification aux exigences du devis, la réponse est présentée sous forme d'addenda.

- 8. Déclaration** – Lorsqu'un fonctionnaire, un employé ou un mandataire constate qu'il a un lien donnant l'apparence d'un conflit d'intérêts avec un soumissionnaire potentiel dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, d'octroi d'un contrat de gré à gré, ou au cours de l'exécution d'un contrat dans lequel il est impliqué, il doit en informer immédiatement le directeur général par écrit.
- 9. Cadeaux et autres avantages** – L'administration et ses mandataires doivent refuser un cadeau ou un autre avantage offert par une entreprise ou un fournisseur ainsi que par leurs représentants dans le cadre d'un processus d'appel d'offres ou d'octroi de contrats.

Sous-section II : Dispositions applicables aux comités de sélection

10. **Comité de sélection** – Lorsqu'un système de pondération et d'évaluation des offres est utilisé, le comité de sélection est constitué avant de débiter le processus d'appel d'offres. Le directeur général nomme les membres du comité conformément au *Règlement RCM-3-2005* sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés.

Le directeur général siège d'office sur tous les comités de sélection à titre de secrétaire. Dans le respect de la présente politique, il assiste, encadre et voit au bon déroulement des travaux du comité, sans participer ni aux délibérations ni au vote.

Le comité de sélection analyse individuellement, et conformément à la grille de pondération et d'évaluation prévue dans les documents d'appel d'offres, la qualité de chacune des soumissions reçues, et ce, sans en connaître le prix.

11. **Confidentialité** – Durant le processus d'appel d'offres, l'identité des membres d'un comité doit être tenue confidentielle par l'administration.

12. **Déclaration d'un membre** – Un membre d'un comité de sélection ou le secrétaire doit aviser le directeur général immédiatement et par écrit s'il a un lien donnant une apparence de conflit d'intérêts avec un ou plusieurs des soumissionnaires, que ce lien soit de nature familiale, financière ou autre.

Section III : Obligations des soumissionnaires ou contractants

13. **Déclaration** – Lors d'un processus d'appel d'offres, un soumissionnaire doit signer la déclaration faisant partie intégrante des documents d'appel d'offres attestant :
- i) Que lors du dépôt d'une soumission et qu'au meilleur de sa connaissance, il n'a pas de liens familiaux, financiers ou autres susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec un ou plusieurs membres de l'administration municipale;
 - ii) Qu'il n'a pas influencé ni participé à l'élaboration du devis ou du cahier des charges dans le but d'en retirer un avantage ou de limiter la concurrence;

- iii) Que durant le processus d'appel d'offres, il n'a pas tenté de communiquer avec les membres de l'administration impliqués dans ce processus, dont les membres d'un comité de sélection, en vue de les influencer dans leur jugement, appréciation, recommandation pour l'adjudication du contrat ayant fait l'objet du processus;
- iv) Qu'il rencontre toute et chacune des exigences prévues dans la *Loi sur les cités et villes* et la présente politique;
- v) Que sa soumission a été établie sans collusion et sans avoir communiqué ni établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent ou un tiers relativement aux prix, aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix, non plus quant à la décision de présenter ou non une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres;
- vi) Qu'il n'a pas été reconnu coupable, dans les cinq (5) années précédant l'appel d'offres, d'une infraction à une loi visant à contrer le trucage des appels d'offres.

14. **Engagement du soumissionnaire** – Au cours du processus d'appel d'offres, et compte tenu de l'article 13 ii), un soumissionnaire s'engage à ce que lui-même et ses sous-traitants n'utilisent pas les services d'une personne ayant obtenu des informations privilégiées ou ayant participé à l'élaboration d'un appel d'offres pour lequel il soumissionne ou à la préparation du contrat à octroyer.

15. **Cadeaux et autres avantages** – Il est interdit au soumissionnaire ou contractant d'offrir un cadeau ou un autre avantage à un membre de l'administration ou à l'un de ses mandataires dans le cadre d'un processus d'appel d'offres ou d'adjudication de contrats.

16. **Activités de lobbyisme** – Un soumissionnaire ou un contractant doit respecter les dispositions de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011), dans ses communications avec l'administration ou ses mandataires.

Le fait, pour un lobbyiste, de convenir pour un tiers d'une rencontre avec le titulaire d'une charge publique est assimilé à une activité de lobbyisme.

17. Exceptions – Ne constituent pas des activités de lobbyisme :

- i) Le fait pour un soumissionnaire ou un contractant de répondre à une demande d'un membre de l'administration ou de l'un de ses mandataires, y compris les représentations faites dans le cadre d'appels d'offres publics émis sous l'autorité de la Ville;
- ii) Les communications provenant d'un lobbyiste ayant pour seul objet de s'enquérir de la nature ou de la portée des droits ou obligations d'un client, d'une entreprise ou d'un groupement en application de la loi.

18. Déclaration – Un soumissionnaire ou un contractant doit déclarer que, si des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat, elles l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du commissaire au lobbyisme.

Section IV : Les contrats

Sous-section I : Dispositions applicables à tous les contrats

19. Gestion des contrats – Une modification à un contrat peut être accordée si elle constitue un accessoire au contrat, n'en change pas la nature, et qu'elle n'est pas un élément qui aurait pu de manière prévisible être inclus au contrat initial.

Telle modification, lorsqu'elle entraîne une dépense supplémentaire, doit être justifiée par écrit par le responsable du contrat ou par la personne autorisée à approuver la dépense conformément aux règles applicables. Dans tous les cas, copie de la justification doit être adressée par écrit au directeur général.

Aucun projet, service ou commande ne peut être scindé ou réparti dans le but de privilégier un contractant, ou de se soustraire à une procédure de contrôle, ou d'éviter une obligation prévue à la présente politique.

La démarche d'autorisation de dépenses supplémentaires prévue au 2^e alinéa s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à la gestion des dépassements de coûts d'un contrat.

Sous-section II : Dispositions particulières aux contrats de plus de 25 000 \$

20. **Appel d'offres** – Pour tout processus d'octroi d'un contrat d'une valeur supérieure à 25 000 \$ mais inférieure à 100 000 \$, les documents d'appels d'offres sont fournis par la personne désignée par l'administration.

Les documents d'appels d'offres pour tout processus d'octroi d'un contrat d'une valeur supérieure à 100 000 \$ seront fournis par le Greffe.

21. **Documents** – Les documents d'appel d'offres doivent être préparés avec un souci d'équité, d'objectivité et de clarté. Tout renseignement disponible concernant un appel d'offres est accessible de manière impartiale et uniforme à tous les soumissionnaires potentiels.

A cette fin, tout document d'appel d'offres identifie la personne responsable de fournir à tout soumissionnaire potentiel une précision relative à l'appel d'offres. Toute demande reçue par un membre de l'administration doit être acheminée au responsable.

22. **Achat regroupé** – La Ville favorise, lorsque cela est approprié à la nature du contrat à octroyer, l'utilisation d'un système d'achats regroupés aux fins d'acquisition de biens et de services dans la mesure où un tel système existe ou que la Ville procède en collaboration avec d'autres villes à instaurer un tel système.

Section V : Dispositions administratives

23. **Directeur général** – Le directeur général est responsable de veiller à l'application et au respect de la présente politique.

Il informe les personnes de l'administration qui exercent une ou plusieurs fonctions reliées à l'octroi ou à la gestion des contrats municipaux des règles établies par la présente.

24. **Dénonciation** – Tout membre de l'administration a le devoir d'informer le directeur général des situations, comportements ou gestes pouvant compromettre l'intégrité d'un processus d'octroi de contrat.

Quiconque peut également signaler une telle situation auprès du coordonnateur au traitement des plaintes du ministère des Affaires Municipales, des Régions et de l'Organisation du Territoire.

25. **Sanctions pour l'administration** – Tout membre de l'administration doit respecter les mesures prévues à la présente politique sous peine des sanctions prévues à la *Loi sur les cités et villes*.

26. **Sanctions pour le soumissionnaire** – Le soumissionnaire qui, directement ou indirectement, contrevient aux obligations qui lui sont imposées par la présente politique peut voir sa soumission rejetée si le manquement reproché est d'une gravité le justifiant.

27. **Sanctions pour le mandataire** – La Ville peut unilatéralement résilier le contrat d'un mandataire qui contrevient à la présente politique, en plus de lui imposer toute pénalité pouvant être prévue au contrat le liant à la Ville.

28. **Documents d'appel d'offres** - La présente politique et la déclaration du soumissionnaire qui l'accompagne font désormais partie intégrante des documents d'appel d'offres de la Ville de L'Île-Dorval.